



CHAPITRE 24

Loi modifiant la Loi des collèges
d'enseignement général et professionnel

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1966/1967,
c. 71, a. 2,
rempl.

1. L'article 2 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71) est remplacé par le suivant:

Institu-
tion de
collèges.

«**2.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, instituer, par lettres patentes sous le grand sceau, des collèges ayant pour fin de dispenser l'enseignement général et professionnel de niveau collégial.»

1966/1967,
c. 71, a. 3,
rempl.

2. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Contenu
des lettres
patentes.

«**3.** Les lettres patentes désignent le nom du collège, le lieu de son siège social et les six premiers membres nommés suivant le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 8; elles peuvent aussi contenir toute autre disposition conciliable avec la présente loi.»

1966/1967,
c. 71, a. 6,
mod.

3. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 125 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par les suivants:

«*a)* dispenser les programmes pour lesquels il a reçu l'autorisation du ministre qui peut réviser cette autorisation après avoir pris l'avis du Conseil des collèges constitué en vertu de la Loi sur le Conseil des collèges (1979, chapitre 23);

«*a-1)* conclure, conformément aux normes générales que peut établir le ministre, des conventions relatives à l'enseignement

que le collège a pour fonction de dispenser avec toute institution d'enseignement ou tout autre organisme;»;

b) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Autorisation requise.

«Sauf à l'intérieur des limites financières fixées par règlement, un collège ne peut cependant acquérir, construire, louer, agrandir, transformer ou aliéner un immeuble sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil; il ne peut non plus exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes b à e du premier alinéa sans l'autorisation du ministre.»

1966/1967,
c. 71,
aa. 8, 9,
remp.

4. Les articles 8 et 9 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Composition du conseil.

«**8.** Un collège est administré par un conseil composé des personnes suivantes, nommées par le ministre, qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination:

a) six personnes dont quatre nommées après consultation des institutions publiques d'enseignement collégial et des groupes socio-économiques du territoire principalement desservi par le collège, une personne nommée parmi celles recommandées par les institutions d'enseignement supérieur et une personne nommée parmi celles recommandées par les commissions scolaires régionales du territoire principalement desservi par le collège ou, à défaut, par les commissions scolaires de ce territoire;

b) trois enseignants du collège désignés par voie de scrutin secret par les enseignants;

c) un professionnel non enseignant du collège désigné par voie de scrutin secret par les professionnels non enseignants;

d) quatre parents d'étudiants du collège désignés par voie de scrutin secret par les parents;

e) deux étudiants à temps complet du collège dont l'un est inscrit à titre d'étudiant adulte, désignés par voie de scrutin secret respectivement par les étudiants réguliers et par les étudiants inscrits à titre d'étudiant adulte;

f) un membre du personnel de soutien du collège désigné par voie de scrutin secret par les membres du personnel de soutien.

Autres membres.

Le directeur général, le directeur des services pédagogiques et la personne responsable des services aux étudiants du collège sont également membres du conseil.

Restriction.

Toutefois, le directeur général et le directeur des services pédagogiques ne peuvent en même temps siéger au conseil à titre de personne responsable des services aux étudiants du collège.

Les scrutins prévus par les paragraphes *b* à *f* du premier alinéa sont tenus et présidés par l'officier que désignent les membres du conseil en fonction.

Mandats. «**9.** Les membres visés dans les paragraphes *a* à *c* et *f* du premier alinéa de l'article 8 sont nommés pour trois ans, ceux visés dans le paragraphe *d* de cet alinéa pour deux ans et ceux visés dans le paragraphe *e* de cet alinéa pour un an.

Renouvellement. Leur mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Mandats. Toutefois, deux des trois premiers membres visés dans le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 8 sont respectivement nommés pour un et deux ans.»

1966/1967, c. 71, a. 10, mod. «**5.** L'article 10 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception. «Toutefois, un membre qui fait partie du conseil à titre de parent d'étudiant du collège continue d'en faire partie jusqu'à l'expiration de son mandat même s'il perd cette qualité.»

1966/1967, c. 71, aa. 11, 12, remp. «**6.** Les articles 11 et 12 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Fonctions continuées. «**11.** Sous réserve de l'article 10, les membres d'un conseil demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Conflit d'intérêt. «**12.** Une personne qui fait partie d'un conseil ne doit pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, un intérêt dans un contrat avec le collège, en retirer un avantage ou accepter un don, une rémunération ou une promesse en rapport avec ses devoirs.

Exception. Le présent article ne s'applique pas à l'actionnaire d'une compagnie constituée de bonne foi ni à un membre du personnel d'un collège qui fait partie du conseil à l'égard de son contrat d'engagement; cependant, un membre du personnel d'un collège qui fait partie du conseil peut prendre part aux délibérations mais ne peut voter sur toute question concernant son engagement et ses conditions de travail ou celles concernant l'engagement et les conditions de travail de la catégorie d'employés à laquelle il appartient. Sauf le directeur général, un membre du personnel d'un collège qui fait partie du conseil ne peut voter sur toute question concernant les conditions de travail d'autres catégories d'employés.

Violation. Une violation du présent article constitue une infraction qui rend le contrevenant inhabile pendant cinq ans à faire partie du

conseil d'un collège; de plus, il doit rendre compte au conseil de tout ce dont il a illégalement profité.»

1966/1967,
c. 71, a. 13,
ab.
Conseil.

7. L'article 13 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**13.** Les droits et les pouvoirs d'un collège sont exercés par un conseil formé suivant l'article 8.»

1966/1967,
c. 71, a. 14,
rempl.
Président.

8. L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**14.** Le conseil choisit chaque année son président parmi ceux de ses membres qui ne font pas partie du personnel du collège ou n'y sont pas étudiants. Toutefois, le premier président est choisi par le ministre.

Fonctions.

Le président du conseil préside les réunions du conseil et assume les autres fonctions que le conseil lui assigne par règlement.

Vote.

Le président a droit de vote. En cas d'égalité des voix à une assemblée du conseil, le vote du président est prépondérant.»

1966/1967,
c. 71, a. 17,
mod.

9. L'article 17 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Commis-
sion péda-
gogique.

«**17.** Le conseil établit une commission pédagogique dont la fonction principale est de l'aviser sur l'organisation et le développement de l'enseignement.»

1966/1967,
c. 71,
a. 17a, aj.

10. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17, du suivant:

Statut
particulier.

«**17a.** À la demande d'un collège, le ministre peut accorder un statut particulier à un programme d'enseignement professionnel qui exige un encadrement et une organisation spécifiques.

Comité.

Ce collège peut constituer un comité chargé de l'organisation et de la gestion d'un tel programme d'enseignement professionnel et, à cette fin, lui conférer par règlement les pouvoirs nécessaires.»

1966/1967,
c. 71, a. 18,
rempl.
Règle-
ments.

11. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**18.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements généraux concernant:

- a) les règlements qu'un collège doit adopter;
- b) les programmes d'études, l'admission des étudiants, les examens et les diplômes;
- c) la qualification du personnel pédagogique;

d) les limites financières à l'intérieur desquelles un collège peut acquérir, construire, louer, agrandir, transformer ou aliéner un immeuble sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil;

e) la comptabilité, la vérification, les registres à tenir, les rapports et les statistiques à fournir au ministre;

f) les renseignements qu'un collège doit fournir dans son rapport annuel;

g) les avantages sociaux, la rémunération et les autres conditions de travail des membres du personnel qui ne sont pas membres d'une association accréditée;

h) les conditions et les modes d'aliénation des biens meubles et immeubles excédentaires d'un collège;

i) la procédure de nomination, de renouvellement du mandat et de destitution du directeur général et du directeur des services pédagogiques d'un collège.

Pouvoirs
du
ministre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également adopter un règlement pour déterminer les pouvoirs que le ministre peut exercer dans l'application des règlements visés dans le paragraphe *b* du premier alinéa.

Entrée en
vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

1966/1967,
c. 71, a. 19,
mod.

12. L'article 19 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) sa régie interne, notamment, la procédure de désignation des membres du conseil visés dans les paragraphes *b* à *f* du premier alinéa de l'article 8;»;

b) par le remplacement du paragraphe *e* du premier alinéa par les suivants:

«*e*) sous réserve du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 18, les conditions particulières d'admission des étudiants ou de certaines catégories d'étudiants;

«*f*) la composition, la nomination, la durée du mandat des membres du comité constitué en vertu de l'article 17*a* ainsi que ses devoirs et pouvoirs;

«*g*) la poursuite de ses fins.»;

c) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Entrée
en vigueur.

«Ces règlements n'entrent en vigueur qu'après leur dépôt auprès du ministre.»

1966/1967,
c. 71, a. 20,
mod. **13.** L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Directeur
général et
directeur
des
services
pédagogi-
ques.

«**20.** Le conseil, après avoir pris l'avis de la commission pédagogique, nomme un directeur général et un directeur des services pédagogiques pour une période d'au moins trois ans et d'au plus cinq ans. L'avis de la commission pédagogique n'est toutefois pas requis pour la nomination du premier directeur général et du premier directeur des services pédagogiques.»

1966/1967,
c. 71, a. 21,
mod. **14.** L'article 21 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Vacance.

«Toute vacance à la charge de membre d'un conseil avant l'expiration de son mandat est comblée suivant le mode de nomination et pour la durée prévus par les articles 8 et 9.»

1966/1967,
c. 71,
a. 24a, aj. **15.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

Règle-
ments.

«**24 a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter un règlement pour étendre l'application du premier alinéa de l'article 24 à d'autres catégories d'étudiants, et déterminer les cours auxquels ces étudiants doivent être inscrits.

Entrée en
vigueur.

Le règlement adopté en vertu du premier alinéa entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.»

1966/1967,
c. 71, a. 26,
remp.

16. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Suspension
des
pouvoirs.

«**26.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après la tenue d'une enquête faite en vertu de l'article 28a, ordonner que les pouvoirs d'un conseil soient suspendus pour la période qu'il détermine et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs lorsque:

a) un collège s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont incompatibles avec la poursuite de ses fins;

b) un collège encourt une dépense qui n'est pas prévue au budget approuvé par le ministre ou qui n'a pas été spécialement autorisée par le ministre en vertu de l'article 25.

Destitu-
tion.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut alors destituer toute personne qui fait partie du conseil.»

1966/1967,
c. 71, a. 27,
remp.

17. L'article 27 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Etats
financiers.

«**27.** Les états financiers d'un collège sont transmis au ministre dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque exercice financier.

Exercice financier.

L'exercice financier d'un collège se termine le 30 juin de chaque année.

Rapport annuel.

«**27 a.** Un collège doit, au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements prescrits par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Transmission au Conseil des collèges.

Le ministre transmet ce rapport au Conseil des collèges dans les trente jours suivant sa réception.»

1966/1967,
c. 71,
a. 28a,
mod.

18. L'article 28a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 70 des lois de 1971, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Enquête.

«**28 a.** Le ministre peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière se rapportant à la pédagogie, à l'administration ou au fonctionnement d'un collège.»

1966/1967,
c. 71,
a. 28b, aj.

19. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 28a, du suivant:

Contrôleur.

«**28 b.** Le ministre peut, après la tenue d'une enquête faite en vertu de l'article 28a, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics dans tout collège qui n'exerce pas un contrôle budgétaire suffisant.

Autorité.

Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par le ministre et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans le collège est tenue de se soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Pouvoirs.

Aucun engagement ne peut être pris au nom du collège ni aucun déboursé effectué sans le contreseing de ce contrôleur. Tout engagement pris non conformément au présent alinéa est nul.»

1966/1967,
c. 71,
aa. 29a à
29j, aj.

20. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29, des suivants:

Corporations fournissant des services auxiliaires.

«**29 a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la requête d'au moins deux collèges et sur la recommandation du ministre, instituer, par lettres patentes sous le grand sceau, une corporation, ci-après appelée «la Société», ayant pour objet de fournir aux collèges qui en font partie des services autres que l'enseignement. Ces services sont énumérés dans la requête.

- Règle-
ments. «**29b.** Les collèges requérants présentent, avec la requête, les règlements qui doivent régir la Société.
- Contenu. Ces règlements indiquent notamment la composition et les pouvoirs de la Société, le mode de répartition des dépenses de cette dernière entre les collèges qui en font partie et ses règles de régie interne, le mode de nomination de ses administrateurs et la durée de leur mandat, et la possibilité pour d'autres collèges de faire partie de la Société et de bénéficier des services qu'elle dispense.
- Effet. «**29c.** Les règlements visés dans l'article 29b de même que leurs modifications n'ont effet qu'à compter de leur approbation par le ministre.
- Contenu
des lettres
patentes. «**29d.** Les lettres patentes désignent le nom de la Société, les noms des premiers administrateurs, le lieu de son siège social et ses objets; elles peuvent aussi contenir toute autre disposition conciliable avec la présente loi.
- Lettres pa-
tentes sup-
plémentaires. «**29e.** À la requête de la Société, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant ses lettres patentes ou ses lettres patentes supplémentaires.
- Avis. «**29f.** Un avis de la délivrance des lettres patentes ainsi que des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.
- Pouvoirs
d'une
corpora-
tion. «**29g.** La Société est une corporation au sens du Code civil et elle peut en exercer tous les pouvoirs en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi. Elle peut notamment emprunter et hypothéquer ses biens immeubles.
- Autorisa-
tions
requis. Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Société est assujettie aux mêmes autorisations auxquelles sont soumis les collèges. Toutefois, le budget de la Société n'est pas soumis à l'approbation du ministre.
- Conditions
de travail. «**29h.** Le personnel de la Société bénéficie de la rémunération, des avantages sociaux et des autres conditions de travail applicables au personnel des collèges qui en font partie.
- 1973, c. 12,
applicable. Le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12) s'applique à ce personnel.
- Responsa-
bilité
financière. «**29i.** Les sommes nécessaires aux investissements et au fonctionnement de la Société sont payées par les collèges qui en font partie à même leur budget approuvé par le ministre.

Annulation de la charte.

«**20j.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, à la requête de la Société et sur la recommandation des collèges qui en font partie et du ministre, peut annuler sa charte.

Effet.

Cette annulation prend effet le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

Dévolution des biens.

La Société est alors dissoute et après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, ses biens sont répartis entre les collèges qui en font partie au moment de la dissolution suivant entente entre ces collèges. À défaut d'entente, la répartition des biens entre ces collèges est effectuée par le ministre.»

S.R., c. 14, a. 75, mod.

21. L'article 75 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 40 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 182 du chapitre 12 des lois de 1973, l'article 25 du chapitre 10 des lois de 1974, l'article 51 du chapitre 22 des lois de 1977 et par l'article 29 du chapitre 38 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Permutation.

«Tout fonctionnaire qui a accepté un emploi dans un collège d'enseignement général et professionnel, avant le 30 juin 1973, et auquel s'est appliqué le deuxième alinéa, peut avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil continuer à participer au présent régime, s'il accepte subséquentement un emploi dans une corporation constituée en vertu de l'article 29a de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71).»

Remplacement.

22. Le mandat des membres d'un collège nommés en vertu du paragraphe c du premier alinéa de l'article 8 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, tel qu'il se lisait avant le 22 juin 1979, et en fonction à cette date, prend fin. Ces vacances sont comblées suivant l'article 8 de ladite loi, remplacé par l'article 4, par un membre du personnel de soutien et par la personne responsable des services aux étudiants du collège.

Désignation d'un professionnel non enseignant.

23. La désignation d'un professionnel non enseignant suivant le paragraphe c du premier alinéa de l'article 8 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, remplacé par l'article 4, ne peut avoir lieu avant qu'une vacance survienne parmi les quatre enseignants nommés en vertu du paragraphe b du premier alinéa de l'article 8 de ladite loi, tel qu'il se lisait avant le 22 juin 1979.

Nomination.

24. La nomination d'une personne parmi les personnes recommandées par les institutions d'enseignement supérieur suivant le paragraphe a du premier alinéa de l'article 8 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, remplacé par l'article

4, ne peut avoir lieu avant qu'une vacance survienne parmi les cinq personnes nommées en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 8 de ladite loi, tel qu'il se lisait avant le 22 juin 1979.

Désigna-
tion d'un
étudiant.

25. La désignation d'un étudiant inscrit à titre d'étudiant adulte suivant le paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 8 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel, remplacé par l'article 4, ne peut avoir lieu avant qu'une vacance survienne parmi les deux étudiants nommés en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 8 de ladite loi, tel qu'il se lisait avant le 22 juin 1979.

Règle-
ments exis-
tants conti-
nués en
vigueur.

26. Les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil et les collèges, en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71) avant le 22 juin 1979, demeurent en vigueur et s'appliquent aux collèges dans la mesure où ils sont conciliables avec la présente loi, jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou remplacés par des règlements adoptés en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.